

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي
جامعة فرحات عباس- سطيف
كلية العلوم الاقتصادية وعلوم التسيير

بالتعاون مع:

مخبر الشراكة والاستثمار في المؤسسات الصغيرة والمتوسطة في الفضاء الأورو مغاربي

الملتقى العلمي الدولي
حول

169



أيام 20-21 أكتوبر 2009

عنوان المداخلة

**LA CRISE FINANCIERE MONDIALE ET LES ECONOMIES
EMERGENTES AVEC REFERENCE SPECIALE A L'ALGERIE : QUELS
IMPACTS ?**

من إعداد الباحث

Pr Abdelkader DERBAL
Université d'Oran.

Directeur de Laboratoire « Macroéconomie Organisationnelle » (
LAMEOR).

La crise financière mondiale et les économies émergentes avec référence spéciale à l'Algérie : quels impacts ?

La crise financière qui a pris à l'automne 2007, dans un petit coin des marchés financiers américains a vite fait de se propager au reste des marchés financiers des économies développées. Cette crise financière la plus dure depuis la grande crise mondiale des années 1920 s'est vite transformée en une crise économique mondiale. Beaucoup de pays ont enregistré des récessions. Une forte baisse de la demande et des millions de postes de travail détruits ont marqué l'économie mondiale. Si les économies développées ont les moyens et les compétences de faire face à cette crise et d'en atténuer les conséquences tant bien que mal, les pays en voie de développement auront toutes les peines de sortir indemnes de cette dernière. Il faut signaler que ces derniers ne sont pour rien dans cette crise, mais ce sont eux qui subissent douloureusement les conséquences. Dans ce papier nous discuterons des trois voies par lesquelles les économies des pays en voie de développement seront impactées : i. La baisse des fonds de transferts des travailleurs émigrés. ii. La réduction des flux financiers et iii. La baisse des revenus des exportations.

Papier à présenter au Colloque international La crise Financière. Université de Sétif. Octobre 2009

La crise financière mondiale, la plus grave depuis 1929, est devenue une crise de développement. Elle a pris naissance dans les économies des pays développés, elle a, rapidement et inexorablement gagné l'ensemble des pays en voie de développement. Les pays pauvres sont particulièrement vulnérables. Cette vulnérabilité des pays pauvres est due au fait que ces derniers ne disposent pas de ressources nécessaires pour redresser la situation. La crise risque de réduire à néant les progrès réalisés sur le plan de la croissance économique et partant des objectifs de développement du millénaire (OMD). Elle compromet dangereusement l'existence même des millions de pauvres à travers le monde.

I. Les canaux de transmission de la crise.

La crise financière peut être appréhendée par trois chocs positifs qui ont caractérisé les pays en voie de développement. Une croissance rapide des transferts de fonds des travailleurs émigrés vers leur pays d'origine (Mexique, Inde, 3Egpte Maroc).. Les flux de capitaux privés et publics. Le commerce international qui a connu une croissance fulgurante.

Les transferts des fonds des travailleurs émigrés ont enregistré une certaine baisse notamment en Amérique latine et en Europe. Par contre, cette baisse des transferts des fonds d'émigrés ne s'est pas faite manifestée dans les pays du Golf. Néanmoins les spécialistes conviennent que la baisse ne va tarder pour toucher les pays du Golf à la suite de la chute des cours du brut.

I. Les flux de capitaux.

Le canal de transmission, de la crise des pays développés vers les pays en développement, le plus important est à travers les flux privés des capitaux. Il y a lieu de noter que l'impact de la crise financière a été plus sévère pour les pays émergents que pour les pays à bas revenu. La raison qui explique cette différence réside dans le fait que ces derniers sont moins intégrés aux marchés internationaux des capitaux. Ceci est vrai tout particulièrement pour l'Algérie. En effet dans les pays en transition, où les anticipations négatives causées par d'importants déficits des comptes courants conjuguées à une grande vulnérabilité des systèmes financiers locaux a entraîné des retraits massifs de capitaux. Cette sortie massive

de capitaux a aussi caractérisé les économies des pays du Sud est asiatique. L'Institut de la Finance Internationale a estimé à plus de 45 milliards de dollars américains en 2008, les sorties de capitaux de la Corée du Sud. Des flux négatifs de capitaux ont été enregistrés au niveau de deux autres pays émergents : l'Inde et Taïwan. En Amérique latine deux pays émergents ont également été négativement impactés en l'occurrence le Brésil et le Mexique. En Afrique, l'Afrique du Sud a enregistré des flux négatifs importants de capitaux.

L'interruption d'émission de titres dans les marchés internationaux des capitaux d'une part et la baisse drastique des prêts interbancaires d'autre part résultent. De l'assèchement des sources de financement au niveau mondial. Les lignes de crédits ont connu une sévère réduction, ce qui entraîné un ralentissement dans les échanges internationaux ? Cependant certains pays comme le Brésil ont su utiliser à bon escient leurs réserves de change. En effet le Brésil a mis ses réserves de change à la disposition de ses entreprises exportatrices qui n'avaient plus accès à des lignes de crédit sur les marchés internationaux.

Par ailleurs il semble que les flux des investissements étrangers directs ont été relativement plus stables. Le rapport de la CNUCED (CNUCED 2008) a estimé la baisse des investissements directs étrangers dans les économies émergentes à plus de 10 pour cent.

Par ailleurs l'aide publique au développement a connu une augmentation depuis le Conférence de Monterrey sur le financement du développement. En effet cette aide a augmenté de 57 milliards de dollars en 2002 à plus de 107 milliards en 2005(y compris l'effacement de la dette) toutefois une baisse de cette aide a été enregistrée depuis cette date, en ce sens qu'en 2007 l'aide publique au développement n'a atteint que 104 milliards de dollars en 2007..Le défi le plus important consiste à à garder les flux d'aide à au moins un niveau des engagements pris auparavant. Ceci est d'autant plus nécessaire que les pays en voie de développement, à cause de la crise vont se retrouver à des chocs externes. Il en va de leur niveau de croissance et de leur capacité à atteindre les objectifs de la réduction de la pauvreté un des objectifs importants des objectifs du développement du millénaire.

Par ailleurs, d'autres formes de flux de capitaux publics apparaissent en total contradiction avec la tendance des aides publics de développement. En effet, certains pays en voie de développement possédant des fonds de souveraineté ont énormément investi à l'étranger. Ces investissements ont résulté en des flux négatifs nets sous forme de rapatriement de profits. C'est le cas plus particulièrement des pays asiatiques exportateurs de pétrole.

Le rôle des échanges commerciaux.

Le commerce mondial, ces dernières décennies, a été caractérisé par deux phénomènes importants. D'abord, le taux de croissance des échanges mondiaux a été plus rapide par rapport à la production mondiale. Cette première caractéristique a été accompagnée par une diversification rapide de la structure des échanges. Le commerce mondial a enregistré un taux annuel de 9,3 pour cent durant les années 2003-2006 soit plus de deux fois le taux de croissance de la production mondiale (3,8). Ensuite, la deuxième caractéristique est l'élasticité entre le taux de croissance des échanges mondiaux et celui de la production mondiale qui est due au cycle des affaires.

Avec l'avènement de la crise mondiale, les échanges mondiaux ont enregistré une baisse drastique ce qui ne va sans freiner la croissance économique de tous les pays et plus particulièrement les pays en *voie de développement exportateurs de matières premières et produits agricoles. L'année 2008 a vu le volume des échanges internationaux atteindre un taux faible de 2 pour cent. La Chine le pays exportateur le plus dynamique a enregistré un taux négatif de ces exportations et plus négatif encore concernant ses importations.

Ainsi, nous considérons que la récession qui caractérise les échanges mondiaux constitue le canal principal de transmission de la crise aux pays émergents exportateurs de biens et services. Le tourisme par exemple demeure l'activité principale de beaucoup de pays émergents et en voie de développement. Ceci étant dit, il n'en demeure pas moins que la

performance économique des pays exportateurs de matières premières reste déterminée par l'évolution des prix.

L'économie mondiale a connu ces dernières années une expansion impressionnante en ce qui concerne les matières premières tant en terme de durée (plus de cinq années), d'intensité que de l'étendue des produits. Cette expansion était particulièrement plus importante pour les produits minéraux y compris les hydrocarbures que pour les produits agricoles. Ainsi les pays exportateurs de produits miniers ont vu leur terme d'échange s'améliorer de façon significative.

Parmi les facteurs qui influent sur les prix des matières premières l'on peut citer la volatilité du taux de change du dollar et la spéculation financière. Ces deux facteurs à eux seuls ont contribué à créer une volatilité des prix jamais égalée auparavant.

Il faut noter tout de même que tous les spécialistes s'accordent pour dire que les perspectives des prix des matières premières restent pour le moins sombres. Ils sont déjà bien des projections de la Banque mondiale. Cependant, il y a lieu de relever quelques nuances et quelques particularités à ce propos. Certains pays exportateurs de pétrole disposant de fonds de stabilité leur permettent de réduire tant soit peu. La chute des prix des matières premières se traduit inéluctablement par réduction des investissements et une baisse des activités économiques des pays. Ceci est vrai pour tous les pays d'Afrique, ceux du Moyen orient et de l'Afrique du Nord et ceux de l'Amérique latine. La contagion des crises mondiales a lieu à travers les prix des matières premières. Pour éviter ou du moins réduire l'impact de ces crises qui prennent naissance souvent dans les pays développés, les pays en voie de développement doivent s'atteler à transformer leur structure économique en diversifiant leur économie.

Quels impacts sur l'économie algérienne ?

L'Algérie dont le système financier est encore à un stade archaïque n'a pas été touchée directement par la crise financière en tant que telle. En effet comme l'Algérie ne possède pas de marché financier, la crise financière n'a pas d'impact direct. Néanmoins quand la crise s'est transformée en crise économique mondiale, l'économie algérienne a été touchée de plein fouet. L'économie algérienne étant une économie rentière mono exportatrice, la chute des prix du pétrole, de plus de 70 pour cent, lui a porté un coup très dur. Les exportations des hydrocarbures ont chuté de plus de 50 pour cent durant l'année en cours, ce qui s'est traduit par une dévaluation de la monnaie nationale, le dinar. Cette dévaluation de la monnaie nationale a contribué au renchérissement des biens importés notamment les biens alimentaires. Cet état de fait conjugué au ralentissement des activités économiques va inéluctablement infléchir le **taux** de croissance. Le taux de chômage qui affichait déjà un taux inquiétant de l'ordre de 18 pour cent quand l'économie enregistrait des taux de croissance raisonnable, va s'aggraver avec le ralentissement des activités économiques. Il est vrai que les pouvoirs publics ont tenté de prendre des mesures pour réduire cet impact négatif de la crise, notamment en réduisant les importations par des mesures administratives et d'autres mesures non économiques (Loi de finance complémentaire 2009). Il est notoirement connu que le management des investissements publics en Algérie ont amené les institutions financières internationales à recommander plus de rigueur dans les dépenses (Banque Mondiale 2008).

Banque Mondiale. Algeria : Government Spending, 2008

Benheddi I ' L'intégration des marchés financiers maghrébins' mémoire de magistère. Université d' Oran 2009.

CNUCED. 'Rapport des Investissements' Genève 2008.

Griffith-Jones S. What Progress on International Financial Reform . EGDI, Stockholm 2003.

Loi de finance complémentaire 2009.